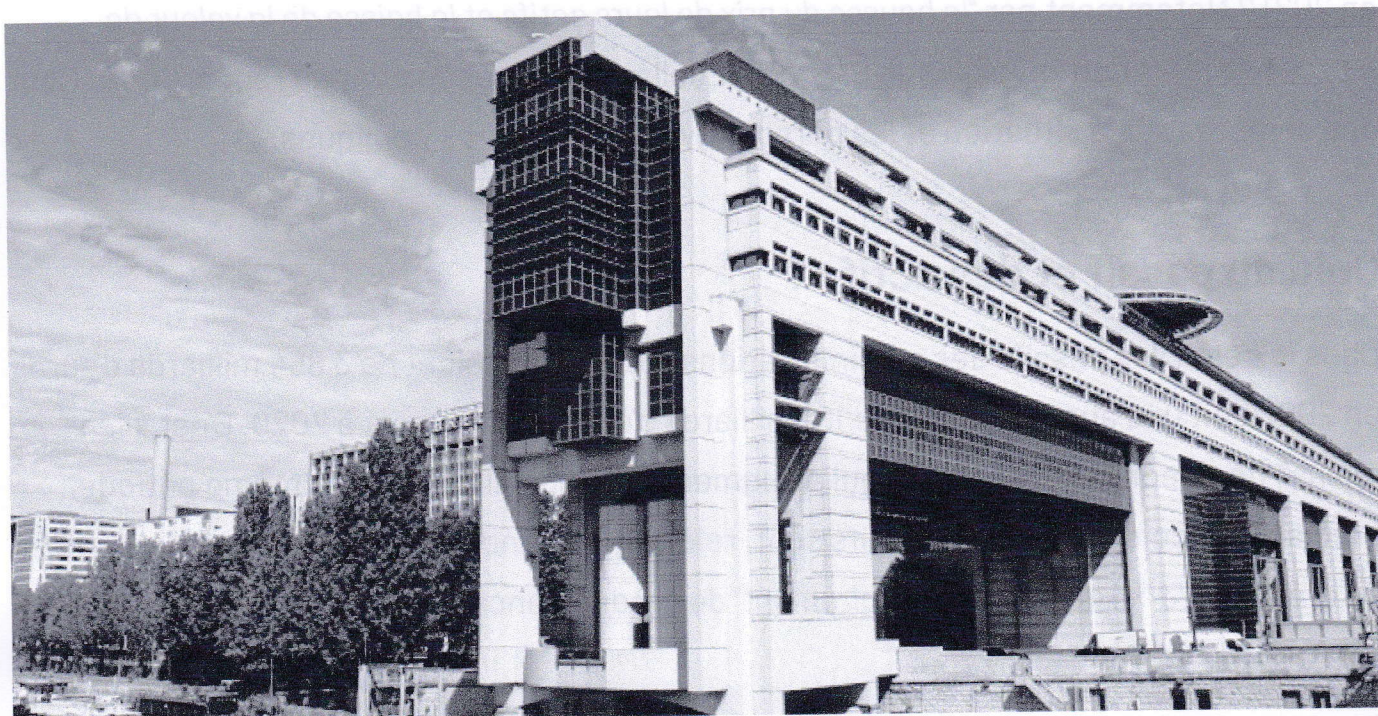


PAR BASTIEN SCORDIA

21 septembre 2022, 13:55, mis à jour le 21 septembre 2022, 14:51

Patrimoine : les administrations se sont enrichies en 2021

L'économiste François Ecalle vient de publier une note sur la situation patrimoniale des administrations publiques fin 2021. Après le choc de la crise, elles "se sont enrichies du fait de la hausse du prix de leurs actifs et de la baisse de la valeur de marché de leurs dettes", souligne-t-il.



Les conséquences de la crise sanitaire sur le patrimoine public ne seraient-elles déjà qu'un lointain souvenir ? Après le "trou d'air" du Covid-19, les administrations publiques "se sont enrichies" en 2021, souligne l'économiste François Ecalle dans une note sur la situation patrimoniale des administrations publiques, publiée le 14 septembre sur son site Web Fipeco.

La valeur du patrimoine net des administrations (à savoir la différence entre leurs actifs et leurs passifs) était ainsi de 471 milliards d'euros à la fin de l'année dernière. Une valeur en hausse de 147 milliards d'euros par rapport à 2020, où le patrimoine net des administrations était en baisse de 126 milliards d'euros. Plus précisément, la valeur du patrimoine net des administrations centrales est *"fortement négative"* (à - 1 563 milliards d'euros) alors que celle des administrations locales est *"largement positive"* (à + 1 832 milliards d'euros). Le patrimoine des administrations de la Sécurité sociale est lui aussi positif (à 202 milliards d'euros).

Alors comment expliquer cette hausse du patrimoine net des administrations publiques en 2021 ? Notamment par *"la hausse du prix de leurs actifs et la baisse de la valeur de marché de leurs dettes"*, explique François Ecalle, ancien rapporteur du rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques.

Quid du passif et des actifs ?

Dans le détail, les passifs des administrations publiques étaient de 3 854 milliards d'euros en 2021, soit une augmentation de 101 milliards d'euros par rapport à 2020. C'est *"bien moins"*, néanmoins, que la dette, qui a augmenté de 165 milliards sur la même période, précise François Ecalle. Ces passifs sont, relève-t-il, *"principalement"* constitués de titres de créance (73 %) et *"plus secondairement"* de crédits bancaires (9 %).

À lire aussi : Alain Lambert : "Pour une solidarité entre toutes les administrations en matière de finances publiques"

Composés d'actions et de titres de participation notamment, les actifs financiers s'élevaient pour leur part à 1 680 milliards d'euros fin 2021. Un chiffre en hausse de 101 milliards d'euros *"dont 60 milliards du fait de la réévaluation en fonction notamment des cours des actions"*, précise la note de Fipeco.

Les actifs non financiers, enfin – les terrains, ouvrages de génie civil et autres bâtiments –, sont estimés à 2 645 milliards d’euros. Principalement détenus par les administrations publiques locales, ces actifs ont ainsi augmenté de 147 milliards d’euros en 2021. C’est notamment la conséquence des *“investissements réalisés”* et, entre autres, de la revalorisation des terrains.